



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Service des risques naturels et technologiques  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326 Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, 06 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CULTURES FRANCE CHAMPIGNON**

Lieu-dit La Tourte  
49160 Longué-Jumelles

Références : 2025-094  
Code AIOT : 0006303238

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement CULTURES FRANCE CHAMPIGNON implanté Lieu-dit La Tourte 49160 Longué-Jumelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CULTURES FRANCE CHAMPIGNON
- Lieu-dit La Tourte 49160 Longué-Jumelles
- Code AIOT : 0006303238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCA CULTURES FRANCE CHAMPIGNON exploite sur la commune de Longué-Jumelles, au lieu-dit "La Tourte", une unité de fabrication de compost et des salles de cultures de champignons. Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er mars 2005.

Le site est constitué de deux parties :

- à l'ouest, « La Tourte » (LT), partie la plus ancienne du site : accueillant la centrale de compostage et une partie du centre de cultures ;
- à l'est, « La Grande Pièce » (LGP), accueillant l'extension du centre de cultures, autorisée par l'arrêté du 1er mars 2005.

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action nationale 2025 de la direction générale de la prévention des risques du ministère de l'Ecologie visant à vérifier l'application des dispositions du règlement européen 2024-573 du 7/02/2024 (règlement FGAS) suite à son évolution en février 2024. Cette visite a également permis de faire un point sur les vérifications des installations électriques du site.

L'inspection a contrôlé les installations suivantes :

- LGP trane 1 , LGP trane 2, LGP trane 3, LGP trane 4, LGP trane 5
- LT2 PROFROID
- CTR trane 1, CTR trane 5, CTR trane 6
- LT2 CF (à l'arrêt)
- LT1 CF frais

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- AR – 1 – vérification des installations électriques
- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Conformité du système de détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	Sans objet
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Attestation des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
4	Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
5	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
6	Contrôles d'étanchéité	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
7	Confinement	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
8	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	Sans objet
9	Système de détection de fuite	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
11	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Sans objet
12	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
14	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 7.4	Sans objet
15	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le site respecte les dispositions réglementaires concernant l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dans les installations de réfrigération. Les non-conformités relevées lors de la dernière visite d'inspection portant sur la thématique « fluides frigorigènes » en 2022 ont été traitées, en particulier celle liée à l'absence de système de détection de fuite. S'agissant des installations électriques, l'exploitant a engagé les actions correctives nécessaires pour se mettre en conformité.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<b>Prescription contrôlée :</b>
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet

<p>de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A)</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations de réfrigération employant des gaz à effet de serre fluorés sont classées à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 1185.2.a.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Identification et connaissance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe 1)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : Etat des stocks de fluides</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant dispose d'un inventaire exhaustif des équipements mentionnant la nature du fluide et la quantité présente en kg et en t équivalent CO2. La fréquence du contrôle est également mentionnée. Il est à souligner que l'exploitant a pris en compte les observations effectuées lors de la dernière visite d'inspection d'août 2022 (les climatisations ne sont pas mentionnées dans cet inventaire car la charge est inférieure à 2 kg).

Les équipements disposent par ailleurs d'un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. L'exploitant a notamment mis en place une signalisation des équipements avec QRcode permettant d'éviter les erreurs dans le remplissage de la fiche d'intervention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Attestation des opérateurs

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

**Constats :**

L'opérateur est la société Thermo Réfrigération. L'attestation de capacité n° 12038 a été délivrée par la société QUALICLIMAFROID (valable jusqu'au 4 janvier 2029). Cette information a été validée par l'inspection sur le site Syderep de l'ADEME.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 : Fiche d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
--

**Prescription contrôlée :**

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

**Constats :**

L'inspection a constaté que les interventions sur les équipements donnent lieu à des fiches d'intervention avec le Cerfa réglementaire (15497\*03 puis 15497\*04 (émis en juillet suite aux évolutions du règlement FGAZ)).

Les fiches d'intervention sont correctement remplies et signées systématiquement par le détenteur et l'opérateur.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes
--

**Prescription contrôlée :**

Article 13 - Restrictions d'utilisation

[....]

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements de réfrigération qui ont fait l'objet d'une exemption conformément à l'article 11, paragraphe 5.

**5. A partir du 1er janvier 2032, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dont le pouvoir de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 750 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération fixes à l'exception des refroidisseurs est interdite.**

#### **Constats :**

Sur les trois équipements qui fonctionnaient au R404 A (Pouvoir de réchauffement planétaire (PRP) supérieur à 2500), deux (LT2 Profroid et LT2 CF) ont été mis à l'arrêt respectivement en octobre 2023 et en décembre 2022. Ces arrêts ont été consignés dans les ordres d'intervention consultés par l'inspection. Le troisième équipement LT1 a été rétrofité : remplacement du R404 A par du R449 (PRP 1280) en février 2024.

Le site n'exploite donc plus d'équipement employant des gaz à effet de serre fluorés avec un PRP supérieur à 2500 entraînant des restrictions d'utilisation.

Toutefois, l'inspection a alerté l'exploitant sur le fait que le nouveau règlement FGAS prévoit de nouvelles restrictions d'utilisation à compter du premier janvier 2032 pour les gaz à effet de serre fluorés disposant d'un PRP supérieur à 750 ce qui concerne tous les équipements du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Contrôles d'étanchéité**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques d'étanchéité

#### **Prescription contrôlée :**

1 - Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes : a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.



[...]

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

[...]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

#### Constats :

L'inspection a consulté le tableau de suivi des contrôles périodiques d'étanchéité établi par l'exploitant ainsi que les fiches d'intervention et a constaté que la fréquence de contrôle des équipements est respectée.

CTR TRANE 1, CTR TRANE 5 et CTR TRANE 6 : contrôle semestriel

LT1 CF FRAIS : contrôle semestriel

LGP TRANE 1, LGP TRANE 2, LGP TRANE 3, LGP TRANE 4, LGP TRANE 5 : contrôle semestriel

LGP SODIFRI 1, LGP SODIFRI 2 : contrôle semestriel

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Confinement

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des fuites

#### Prescription contrôlée :

Article 4 – Prévention des émissions

[...]

3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

[...]

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

**Constats :**

L'examen des fiches d'intervention et des ordres d'intervention montrent que lorsque des fuites ont été détectées sur des équipements, soit la fuite a été réparée directement ou soit le circuit présentant une fuite a été isolé dans l'attente d'une réparation.

A titre d'exemple, plusieurs fuites ont été constatées sur l'équipement CTR TRANE 6 en novembre 2023 qui ont conduit à arrêter l'équipement pour remplacer les batteries et le condenseur. L'équipement n'a été remis en fonctionnement que le 14/05/2024. Le circuit ayant été vidangé le risque de fuite était maîtrisé. Pour ce cas, l'exploitant a présenté la chronologie des interventions accompagnée des fiches d'intervention et ordres d'intervention de l'opérateur.

De même pour l'équipement LGP TRANE 5, la fiche d'intervention du 21/11/2024 montre qu'une fuite est constatée sur le circuit 1 "réparation non réalisée". Suite à ce contrôle, un devis a été établi et accordé (consulté par l'inspection), mais la réparation n'a pu être réalisée que le 06/12/2024. Le circuit 1 a été isolé pendant ce temps. Le groupe ne fonctionnait plus que sur le circuit 2. Il aurait été intéressant que la fiche d'intervention mentionne l'isolement du circuit 1 dans la rubrique 14 [observations].

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des fuites

**Prescription contrôlée :**

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

**Constats :**

D'après les fiches d'intervention consultées, les équipements qui ont fait l'objet de fuites ont été réparés et n'ont pas obligatoirement fait l'objet de recharge en gaz à effet de serre fluorés.

L'exploitant a indiqué que les équipements frigorifiques étant vieillissants des travaux conséquents ont été menés ces dernières années.

- CTR trane 1 : changement de batterie et du condenseur fin 2023
- CTR trane 5 : changement condenseur fin 2022
- CTR trane 6 : changement condenseur en 2023
- LGP trane 1 : changement condenseur avril 2023
- LGP trane 2 : changement de condenseur début 2022
- LGP trane 3 : changement condenseur prévu en 2025-2026

Ces actions permettent de prévenir les émissions de gaz à effet de serre fluorés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Système de détection de fuite

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite

**Prescription contrôlée :**

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement

**Constats :**

Constat de la visite précédente du 11 août 2022

Les équipements LGP Trane 1 et LGP Trane 2 disposant d'une charge de gaz à effet de serre fluorés de plus de 500 t éq CO<sub>2</sub> (598 teqCO<sub>2</sub>) n'étaient pas équipés d'un système de détection de fuites.

Constat de la visite du 2 avril 2025

L'inspection a constaté que ces deux équipements sont désormais équipés d'un système permanent de détection de fuite. L'exploitant a précisé à l'inspection que la décision de mettre en conformité ces équipements avait été prise suite à la visite de 2022 mais que les systèmes

existants sur le marché (de type SMART) ne pouvaient pas être installés sur les équipements du site du fait de l'absence de réservoir liquide sur les équipements.

Une étude spécifique a dû être effectuée par l'opérateur pour définir le système de supervision le plus efficace pour détecter des fuites et déclencher une alarme. Il est en place depuis janvier 2025.

L'exploitant a bien noté l'obligation de faire contrôler ce dispositif tous les ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Conformité du système de détection de fuite

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Caractéristiques du dispositif

**Prescription contrôlée :**

I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure, -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; 10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment le seuil de déclenchement de l'alarme.

III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement européen est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants la pression, la température, le courant du compresseur, les niveaux de liquides, le volume de la quantité rechargée.

**Constats :**

Les groupes TRANE concernés par l'obligation de détection ne disposent pas de réservoir. La mise en place d'un système de détection par méthode directe ou indirecte répondant aux dispositions réglementaires des paragraphes I et II de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 n'était

pas possible pour des raisons techniques, l'exploitant a mis en place un système de supervision de plusieurs paramètres avec des seuils de détection asservis à une alarme :

- contrôle d'une surchauffe (pression BP et température du réfrigérant BP)
- contrôle du compresseur (delta T de l'eau)
- contrôle du sous-refroidissement (pression HP et température du réfrigérant HP)

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées l'étude d'impossibilité technique. Cette étude précise les paramètres suivis mais pas les seuils de déclenchement de l'alarme pour chaque paramètre. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le dispositif était en place (consultation de l'écran de contrôle avec les différents paramètres sur l'équipement et le dispositif d'alarme).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de préciser les seuils de déclenchement de l'alarme pour chaque paramètre suivi et comment ces derniers ont été définis par l'opérateur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Registre**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 71

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions

**Prescription contrôlée :**

1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:

- a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;
- b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;
- c) la quantité de gaz récupérée;
- d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;
- e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;
- f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

2. A moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données

<p>établie par les autorités compétentes des Etats membres, les règles ci-après s'appliquent : a) les exploitants visés au paragraphe I conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins 5 ans. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un registre clair permettant de retrouver rapidement les informations sur les équipements. Les interventions sont archivées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la plateforme de stockage de l'opérateur qui a évolué avec la mise en place du système de détection de fuite (accessible à l'exploitant)</li> <li>- sur l'outil de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) qui permet aussi de s'assurer du respect de la fréquence des contrôles d'étanchéité</li> <li>- sur serveur local (fiches d'intervention et ordre d'intervention archivés par équipement).</li> </ul> <p>L'exploitant a par ailleurs mis en place un QR code sur chaque équipement afin d'avoir les données correctes concernant la dénomination des équipements, la nature et la quantité de fluide.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Marque de contrôle – absence de fuite**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que tous les équipements visités sont munis d'une vignette bleue avec la date limite de contrôle d'étanchéité non dépassée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Déclaration des émissions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déclaration de rejets</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions de gaz à effet de serre fluorés sur l'application GERP. Pour l'année 2024, 161 kg d'émission de HFC ont été déclarés. D'après le tableau des recharges établi par l'exploitant et fourni avant la visite, la quantité totale de HFC rechargé en 2024 est de 236 kg.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier cette différence et le cas échéant de modifier la déclaration GERP sous réserve que cela soit encore possible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 14 : Contrôle des installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations susceptibles de présenter des risques particuliers (chaudières, installations électriques, appareils de levage...) et les équipements importants pour la sécurité sont contrôlés au moins une fois par an par la personne compétente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait procéder à la vérification annuelle des installations électriques du site le 7 mars 2025 par un organisme de contrôle agréé (APAVE). Le dernier contrôle a été mené le 5 janvier 2024 d'après l'exploitant. La fréquence de contrôle est donc respectée.</p> <p>Quatre rapports sont établis en fonction des bâtiments contrôlés étant donné l'emprise importante du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tourte 1,</li> <li>- Tourte 2/3/4,</li> <li>- LGP (La Grande Pièce)</li> <li>- Vidage.</li> </ul> <p>L'inspection a constaté que le contrôle des installations électriques a été effectué sur l'ensemble</p>

du périmètre du site.

Les rapports transmis avant la visite d'inspection mettent en évidence de nombreuses observations dont la plupart figurait déjà dans le contrôle précédent (Tourte 1 : 29 observations, Toute 2/3/4 : 69 observations, LGP : 50 observations, vidage : 5 observations).

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection son plan d'actions correctives formalisé sous la forme d'un tableau de suivi avec pour chaque observation relevée par l'organisme de contrôle, l'intervention réalisée ou à réaliser et la date d'intervention.

Le jour de la visite, l'exploitant avait traité 80 % à 95 % des observations relevées dans les rapports des vérifications électriques. L'inspection a constaté que les observations restantes sont moins importantes (fourniture de plan, marquage au sol...). L'exploitant prévoit dans tous les cas de les régler cette année.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les rapports de vérifications électriques doivent être examinés dès leur réception ce qui permet de traiter les anomalies au fur et à mesure. Le tableau de suivi présenté lors de l'inspection constitue un bon outil pour éviter d'accumuler les observations non traitées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Conformité des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les attestations Q18 des différents bâtiments du site. Sur les quatre attestations, deux ("LGP" et "Tourte 2/3/4") concluent que l'installation peut présenter des risques d'incendie ou d'explosion du fait des dysfonctionnements des dispositifs différentiels.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les observations des deux attestations Q18 présentant des risques ont été traitées par l'exploitant (cf plan d'actions présenté lors de la visite).

**Type de suites proposées :** Sans suite